

**Colloque historique et scientifique pour les 70 ans
de l'Institut national de la statistique et des études économiques**

***Histoire aujourd'hui, statistiques demain :
regards croisés sur la production et l'usage des statistiques***

**Mercredi 29 juin 2016
Centre de conférences Pierre-Mendès-France
Ministères économiques et financiers**

L'inscription à ce colloque est obligatoire. Pour vous inscrire, connectez-vous à l'adresse suivante :

http://webquest.fr/?m=15005_colloque-historique-et-scientifique-pour-les-70-ans-de-linsee-le-mercredi-29-juin-2016

Programme provisoire

8 h 30 Accueil-café

9 h 00

Ouverture du colloque

Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics (sous réserve)

9 h 30

Introduction

Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Insee

9 h 45

La politique de coordination des statistiques au sein de l'Union du Benelux

Thierry Grosbois (Université du Luxembourg)

Mesure pour mesure : Formes d'enquête, d'évaluation et de gouvernement, depuis la statistique d'État jusqu'au « soi quantifié »

Laurent Thévenot (EHESS)

La « gouvernance par les nombres » est-elle la fin de l'histoire de la statistique ?

Jacky Fayolle (INSEE)

11h15-11h30

Pause

D'une crise à l'autre : 1907 et la naissance du suivi de la conjoncture à la SG

Jean Rouchet (INSEE)

Statistique et macroéconomie

Pierre Villa (retraité Insee)

12h30-14h

Déjeuner

Reprise Colloque 14h

Les débats français sur les statistiques « ethniques » dans la confusion des genres

Stéphane Jugnot (IRES)

70 ans de statistiques sur l'activité des femmes : zones d'ombre et coups de projecteurs

Monique Meron (INSEE)

15h-15h15 pause

La statistique pénale, une statistique gestionnaire et une statistique criminelle : esquisse d'histoire

Benjamin Camus (INSEE)

La statistique pénitentiaire : gouverner (par) les marges ?

Melchior Simioni (GEMASS) et Genard Elsa (Paris I)

16h15-17h15

Remise du prix Alain Desrosières

17h15-17h30

Clôture du colloque

Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique (sous réserve)

Appel à communications. Argumentaire scientifique

L'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent : elle compromet, dans le présent, l'action même. (Marc Bloch)

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a été créé en 1946.

Producteur de chiffres et adepte de l'aléatoire, force est de constater, que l'Insee s'intéresse à l'histoire ou à son histoire, à l'occasion d'années finissant par un « 6 ». L'unité Recherche de l'Institut organise ainsi en juin 1976 les journées d'étude sur l'histoire de la statistique et publie à partir des contributions un ouvrage intitulé *Pour une histoire de la statistique*, en deux tomes

Contributions et Matériaux. Vingt ans plus tard, en 1996, l'Insee publie *Cinquante ans d'Insee... ou la conquête du chiffre*, pour éclairer les particularités de cet institut à la fois au sein des autres administrations, mais aussi vis-à-vis des autres instituts nationaux de statistique. En 2006, à l'initiative d'Alain Desrosières, l'Insee organise la première édition des journées d'histoire de la statistique dont l'objectif est « de s'interroger sur les pratiques statistiques, sur les outils utilisés, sur les catégories produites, sur les champs investis par la statistique publique, sur l'harmonisation internationale, sur le métier de statisticien, etc., toutes questions auxquelles il est nécessaire d'apporter des réponses pour pouvoir produire des statistiques de qualité demain ».

Aussi, semble-t-il logique qu'en 2016, à l'occasion de ses 70 ans, l'Insee, en collaboration avec l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE), organise un nouvel événement autour de l'histoire de la statistique.

Les rôles de la statistique, et de la statistique publique en particulier, ont fortement évolué depuis la fin de Seconde Guerre mondiale. Empruntant à Alain Desrosières le titre de son livre *La gouvernance par les nombres*, Alain Supiot s'est récemment interrogé sur les conséquences d'un usage de plus en plus intense de la statistique dans la vie politique et sociale, « Avec la gouvernance par les nombres, on espère avoir une représentation chiffrée fidèle, réelle, objective, soustraite à toute espèce de débat car un tel système est censé définir les positions de chacun sans qu'il y ait à prendre de décisions ». Les sociétés développées font un usage toujours plus important d'indicateurs pour : comparer des agents, des pays, des institutions ; évaluer des projets ou des politiques publiques ; classer des performances au travers de palmarès ; etc. Cet usage des indicateurs s'inscrit dans la loi et affecte la vie des individus. En parallèle, la génération de données massives, résultats des traces laissées par les actions humaines dans les systèmes d'information et de gestion d'entreprises privées, et le développement des politiques de « données ouvertes » (*open data*) offrent de nombreuses opportunités économiques et statistiques mais soulèvent des inquiétudes quant au respect de la vie privée et de la propriété des données personnelles. Dans ces circonstances, qu'un mouvement politique et social « visant à la réappropriation [du] pouvoir émancipateur des statistiques » visse le jour, semble naturel et doit être pris en compte dans le questionnement historique sur le rôle des statistiques et des conditions de leur élaboration.

Cet appel à communication évoque tour à tour plusieurs pistes dont la liste n'est pas exhaustive : acteurs, institutions, outils et sources, champs et domaines, conventions et normes.

Il est possible de s'intéresser aux acteurs et institutions de la statistique publique. Parmi les premiers, le décès récent d'Edmond Malinvaud a suscité de multiples hommages qui ont permis de rappeler son rôle important dans la construction du système statistique français. En matière d'institutions, ces dernières ont sensiblement évolué et s'articulent désormais autour de trois piliers : l'Autorité de la statistique publique (ASP), le Conseil national de l'information statistique (Cnis) et le Système statistique public (SSP). Ces évolutions ne sont pas sans lien avec la place prépondérante prise par la statistique européenne.

De même, il est possible de poursuivre ou préciser les réflexions d'Alain Desrosières sur la dualité des sources statistiques que sont les enquêtes et les registres ou données administratives.

Au-delà de l'histoire d'une enquête comme l'ont fait Olivier Monso et Laurent Thévenot dans le cas de l'enquête FQP, la question de l'histoire des enquêtes aux questionnaires de plus en plus complexes et personnalisés comme outils de description de l'économie et du social autorisant des comparaisons peut être abordée ainsi que celle du développement de panels pour le suivi temporel des trajectoires. Ces interrogations peuvent intégrer l'impact des développements techniques, de la combinaison des sources et de la volonté de réduire la charge de réponse et les coûts.

La construction d'un champ ou d'un domaine peut aussi faire l'objet d'investigation à la manière Gollac et Volkoff sur le travail (*Mesurer le travail*, 2008), ou celle de Bué, Coutrot et Puech sur les conditions de travail à partir des données de la Dares (*Conditions de travail : les enseignements de vingt ans d'enquêtes*), ou d'André Vanoli sur la comptabilité nationale (*Une histoire de la comptabilité nationale*, 2002).

Enfin, il est possible de s'intéresser aux conventions de mesures suivies par le statisticien public comme la pauvreté monétaire, le chômage, le ménage avec son chef maintenant disparu ou les nomenclatures.

Outre les thèmes déjà évoqués, les contributions pourraient aborder les sujets suivants : la statistique publique et son appréhension des dynamiques territoriales, la place originale que le système statistique public français a réservée aux études, aussi bien de niveau national que de niveau régional/local, la façon dont l'appareil statistique a organisé et fait évoluer le processus de communication (grand public, médias, spécialistes, chercheurs, etc.).

Le comité scientifique espère que les réponses à cet appel permettront de contribuer à ce que « les matériaux continuent de s'accumuler et les contributions de se succéder, pour que se construise et se reconstruise l'histoire de la statistique » (Mairesse, 19864).